

Mobilisation en demi-teinte pour la grève des enseignants

Un professeur sur dix a répondu à l'appel des syndicats à manifester contre la politique éducative de Jean-Michel Blanquer.

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

ÉDUCATION C'est sous un ciel sans pluie que les professeurs ont manifesté lundi, un peu partout en France, contre la politique du ministre de l'Éducation. Une journée test pour Jean-Michel Blanquer, confronté, dix-huit mois après son arrivée Rue de Grenelle, à son premier mouvement enseignant unitaire.

Quid de la mobilisation ? Le ministère a recensé un enseignant gréviste sur dix. « On ne peut pas dire que c'est un succès », a estimé Jean-Michel Blanquer, reçu lundi soir dans « Audition publique », l'émission politique de Figaro Live, en partenariat avec LCP-AN, Public Sénat et l'AFP. Le ministre, loin d'y voir « un avertissement », fait valoir « une politique transparente » et sa priorité pour l'école primaire, laquelle ne sera pas touchée par les suppressions de postes.

Paradoxalement, la cote de popularité de Jean-Michel Blanquer, montré en exemple lors du remaniement gouvernemental, ne cesse de grimper dans l'opinion publique. Selon le dernier baromètre *Paris Match*, il est quatrième parmi les ministres préférés des Français.

« Peur des réformes de Blanquer, pas de nos élèves »

Dans le même temps, la grogne des enseignants monte aussi, agrégeant plusieurs sujets de mécontentement, du budget à la réforme du bac, en passant par celle des retraites dans la fonction publique, mais également la violence manifeste dans les établissements et le mal-être sourd des enseignants. C'est sans exception que leurs syndicats appelaient à la grève le 12 novembre pour tenter d'infléchir la tendance aux suppressions de postes annoncées en septembre (2 650 dans le secondaire) et qui se poursuivront sur le quinquennat Macron. Quelque 50 000 sont prévues d'ici à 2022 dans la fonction publique d'État, dont l'Éducation nationale alimente largement les rangs. « Mais il n'y aura pas de suppressions de postes dans le premier degré. Le taux d'encadrement va s'améliorer dans les écoles, année après année », promet Jean-Michel Blanquer.

Une mobilisation significative donc, mais pas vraiment massive au vu des motifs d'exaspération de la profession. « Les enseignants ne sont pas prêts à perdre un jour de salaire, constate Stéphane Crochet, à l'Unsa. Et le fait que la protestation ne se manifeste pas à travers des mouvements organisés n'est pas un bon signe pour le gouvernement », ajoute-t-il.

La manifestation parisienne, partie du



Les professeurs manifestent contre les suppressions de poste annoncées, lundi, dans les rues de Paris. GONZALO FUENTES/REUTERS

Luxembourg et bloquée par des cars de CRS aux alentours du ministère, a rassemblé 4 000 participants, selon la police. Marion Barlogis, professeur depuis trois ans, n'est pas syndiquée. Elle est venue avec des collègues du lycée Branly, à Créteil. Cet établissement a été placé sous le feu de l'actualité, après la diffusion sur Internet d'une vidéo montrant l'une de ses enseignantes braquée par un élève de 16 ans avec une arme factice. L'émotion suscitée par ces images a déclenché, pendant les vacances de la Toussaint, un déferlement de témoignages sur les réseaux sociaux, dénonçant le mal-être des en-

seignants et la loi du silence. Mais Marion défilait lundi sous la bannière : « Peur des réformes de Blanquer, pas de nos élèves. » « La médiatisation a fait beaucoup de mal à notre lycée, poursuit la professeur de lettres, qui refuse la catégorisation « lycée violent ». Certains élèves se sont vus refuser des stages. Les vraies questions n'ont pas été posées. La réponse ne peut être uniquement sécuritaire. » Des professeurs du lycée Utrillo, à Stains, qui a récemment recruté un gendarme pour directeur adjoint, mais aussi d'établissements parisiens (Voltaire, Picasso, Montaigne, Buffon), de Grigny ou de Drancy alimen-

taient les rangs des manifestants, défilant pour l'essentiel sous bannière syndicale.

« Dehors ce gouvernement qui casse l'école et le service public », martèle Sud, qui appelle postiers et étudiants à la lutte commune et dénonce la sélection à la fac. « École Blanquer = école inégalitaire », affiche le Snes-FSU, syndicat majoritaire du secondaire, qui occupait massivement les premiers rangs de la manifestation, où s'agitaient aussi de nombreux jeunes. « Cocktails Molotov, bazookas, kalachnikovs », scandaient ces adolescents aux allures de néopunks, Doc Martens aux pieds. ■